



PRÉFET DE MAYOTTE

Secrétariat général

**Arrêté n° 550/2019/SG/DRFIP du 29 juillet 2019
portant délégation à M. Jean-Marc LELEU, administrateur général des finances
publiques de Mayotte, directeur régional des finances publiques de Mayotte à l'effet de
signer les actes de la mission des domaines**

LE PRÉFET DE MAYOTTE

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relative à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 06 juin 2016 portant nomination de M. Jean-Marc LELEU, en qualité de directeur régional des finances publiques de Mayotte ;
- VU le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de M. Edgar PEREZ, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU l'arrêté du 14 février 2012 portant création de la direction régionale des finances publiques de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n°528-SG-2019 du 29 juillet 2019 portant délégation de signature à M. Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU la notification du 7 décembre 2015 de la direction générale des finances publiques portant affectation de M. Gilles LUIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques à Mayotte ;
- VU la notification du 17 mai 2018 de la direction générale des finances publiques portant affectation de M. André LAURENT, inspecteur divisionnaire des finances publiques à Mayotte ;
- VU la notification du 19 juin 2018 de la direction générale des finances publiques portant affectation de M. Thierry VERT, administrateur des finances publiques adjoint ;

- VU la notification du 4 juillet 2018 de la direction régionale des finances publiques de Mayotte portant affectation de M. Kouassi FANOU au service local du domaine, inspecteur des finances publiques ;
- VU l'ordre d'installation du directeur général des finances publiques fixant la date d'installation de M. Jean-Marc LELEU, en qualité de directeur régional des finances publiques de la direction régionale des finances publiques de Mayotte, à compter du 30 août 2016 ;
- VU la lettre de mission du 02/04/2019 du directeur régional des finances publiques de Mayotte portant affectation de M. Arnaud GAUDINOT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, à l'encadrement du service local du domaine de la direction régionale des finances publiques de Mayotte ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;

ARRETE:

Article 1^{er}. – Délégation de signature est donnée à **M. Jean-Marc LELEU**, directeur régional des finances publiques de Mayotte à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes de procédure se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

| Numéro | Nature des attributions | Références |
|--------|--|---|
| 1 | Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'État des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux | Art.L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 128-12 à 17, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'État Art L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques |
| 2 | Stipulation au nom de l'État dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'État | Art. R. 18 du code du domaine de l'État |
| 3 | Autorisation d'incorporation du domaine public des biens du domaine privé de l'État | Art. R. 1 du code du domaine de l'État |
| 4 | Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires | Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'État |
| 5 | Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou d'immeubles détenus en jouissance par l'État | Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'État |
| 6 | Octroi des concessions de logements | Art. R. 95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'État |
| 7 | Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevance et produits domaniaux | Art. R. 158 1 ^o et 2 ^o , R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'État |
| 8 | Participation du service du domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié des prêts spéciaux à la construction garantis par l'État | Art. R. 105 du code du domaine de l'État |

| | | |
|----|---|---|
| 9 | Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du domaine | Art. 809 à 811-3 du code civil Loi validée du 5 octobre 1940 Loi validée du 20 novembre 1940 Ordonnance du 5 octobre 1944 |
| 10 | <p>Dans le département en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités, relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R. 179 et R. 180 du code du domaine de l'État.</p> <p>Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte des départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec les collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publiques.</p> | <p>Art. R. 176 à R. 178 et R.181 du code du domaine de l'État Décret n°67-568 du 12 juillet 1967</p> <p>Art 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004</p> |

Article 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc LELEU, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté, sera exercée par :

- **M. Thierry VERT**, administrateur des finances publiques adjoint ;
- **M. Gilles LUIS**, inspecteur divisionnaire des finances publiques ;
- **M. Arnaud GAUDINOT**, inspecteur divisionnaire des finances publiques ;
- **M. André LAURENT**, inspecteur divisionnaire des finances publiques ;
- **M Kouassi FANOU**, inspecteur des finances publiques ;

Article 3. – L'arrêté préfectoral 2019-SG-DRFIP-190 est abrogé.

Article 4. – Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Mayotte.

Le préfet,
délégué du Gouvernement

